

Le Grain de sable % en Isère

Bulletin d'Attac-Isère

Bulletin n° 38 de juin 2009 - Prix : 0,2 euros

Attac : Association pour une taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens
Bulletin édité par Attac-Isère
Siège social et adresse postale :
Maison des Associations
6, rue Berthe-de-Boissieux – 38000 GRENOBLE
attac38@attac.org - <http://www.local.attac.org/attac38/>
Directeur de la publication : Bernard Labouré
Mise en page : Georges Veyet
CPPAP : en cours d'enregistrement
Imprimé par nos soins

« La différence entre l'homme politique et l'homme d'État ?

Le premier pense à la prochaine élection, le second à la prochaine génération ».

James Freeman Clarke (1810-1888)

De l'alignement de l'Europe sur les États-Unis

Le 26 mars 2009 le parlement européen a approuvé une résolution sur « l'état des relations transatlantiques après les élections qui ont eu lieu aux US ». Ce document rédigé par la droite et voté avec le soutien massif de la gauche, a pour but de construire « un véritable marché transatlantique intégré » qui devra être établi d'ici 2015. Il est vrai que cette résolution ne fait que reprendre l'accord de « partenariat transatlantique » lancé en 1995 qui vise à créer une zone de libre-échange entre l'Europe et les US à l'horizon 2012. En 2006 cet accord est réactivé par l'adoption d'un rapport qui appelle à la mise en place d'un « marché transatlantique sans barrière d'ici 2015 ».

Ce dernier projet prévoit la disparition de tous les obstacles s'opposant encore à un libre commerce selon un calendrier précis, ainsi qu'une libéralisation totale des marchés : marchés agricole et non agricole, marché des services, marché financier et marché des investissements.

Il remettrait en cause la décision européenne d'interdire l'importation de certains produits (bovins aux hormones, produits OGM...) et renforcerait la pénétration en Europe du modèle agro-industriel américain, mettant à mal des règles que les Européens se sont fixées pour la protection de leurs consommateurs : labellisations, étiquetage et information du consommateur, soutien aux filières et application du principe de précaution...

Cette zone de libre-échange finalisée mettrait en concurrence les salariés, les entreprises et les territoires. Elle aurait inévitablement un effet d'entraînement vers toujours moins de réglementations sociales, environnementales, fiscales et de protection du consommateur. D'ailleurs même l'Europe le reconnaît implicitement puisqu'elle a créé un « fonds de compensation de la

mondialisation » destiné à aider les industries touchées de plein fouet par la concurrence internationale.

Pourtant l'Europe entend aller vers toujours vers moins de protection. L lançant la stratégie « de Lisbonne » en 2000 dont le but était de faire de l'Europe « la zone la plus compétitive du monde à l'horizon 2010 », elle la renforce par « l'Europe Globale » rapport voté en octobre 2006 qui entend lier politique commerciale internationale et libéralisations internes à l'Union. Le Commissaire européen au commerce a établi explicitement que cela signifie avant tout un processus de convergence avec le système réglementaire américain, « **apprécié par le monde des affaires pour la faiblesse de son contenu social et environnemental...** »

Ce document de 10 pages adopté le 26 mars 2009 par 503 voix pour, 51 voix contre et 10 abstentions va encore plus loin : il demande un encouragement au lobbying, la conclusion du cycle de Doha de l'OMC pourtant bien mal en point, une soumission aux buts de guerre des US en sommant les Européens d'augmenter leur effort de défense, une demande d'intégration des marchés financiers avec convergence des cadres réglementaires actuels, la suppression de toutes entraves aux échanges... Bref un alignement complet de l'Europe sur les prérogatives des États Unis.

Cet inquiétant document, certes public mais discret, entre dans la perspective des élections de juin prochain. Il devrait être le sujet d'un véritable débat.

Qu'en disent les forces politiques, notamment à gauche ?

Bruno Greslou

Base élèves et la crise

Pour le ministère, Base-élèves est un outil utile à la gestion de l'école primaire, comme SCONET dans le secondaire. Pour ses détracteurs, c'est fichier les enfants dès le plus jeune âge au service d'une politique sécuritaire avec un fichage généralisé de la population. Mais quel lien avec la crise ? Voyons voir...

Base-élèves semble être arrivé avant la crise et n'avoir aucun aspect financier. Apparemment oui, encore que cette crise n'est pas la première, elle est la plus récente et sans doute la plus grave. Dans une crise d'appendicite, il y a des symptômes, des douleurs, une opération chirurgicale, des soins et une fin de crise. Mais dans notre monde

économique, les crises se succèdent et ne se terminent pas toujours.

Dans les années 70 ou 80, on craignait le « péril jaune ». Les « dragons de l'Asie du sud-est » s'imposaient partout et mettaient à mal nos industries. Il y a dix ans, la crise asiatique a terrassé les dragons. La Chine a pris la relève. Au début du XXIe siècle, avec les nouvelles technologies, « l'économie » devenait une source de développement d'avenir. Puis la bulle Internet a rapidement éclaté. Les remèdes actuels, avec une forte implication des finances publiques, peuvent nous faire sortir de cette crise, mais ce sera pour retomber dans une autre plus sévère.

Karl Marx revient à la mode. On l'avait oublié ce vieux barbu, rejeté dans l'amalgame avec les tragiques avatars du stalinisme. Marx a observé et analysé la société du XIXe. Le capitalisme a évolué, mais il est toujours aux commandes de l'économie depuis deux siècles. La recherche du profit reste son moteur. Pour trouver de nouvelles sources de richesses à accaparer, les tenants du capitalisme inventent des stratégies pour augmenter la part des profits revenant au capital.

Pour Pierre Bourdieu, l'État a deux mains. Dans la droite, il détient les services régaliens, l'armée, la police, la justice. Dans la gauche, la santé, l'éducation, les services sociaux. Nos gouvernants raidissent la main droite pour ouvrir la main gauche aux appétits privés. La privatisation des services publics et l'autoritarisme gouvernemental sont les éléments d'une même politique. Xavier Darcos est un vieux partisan de la privatisation de l'école publique. Il y a de l'argent à prendre, comme dans l'hôpital, dans la recherche d'emploi, dans l'accompagnement scolaire et dans bien d'autres secteurs tenus par la main gauche de l'État.

Avec pour idéologie la liberté de choix des acteurs, la concurrence qui serait la clé de la performance, le progrès par la libre entreprise. Mais dans cette compétition, qui plie toute activité aux lois de l'entreprise, les perdants sont bien plus nombreux que les gagnants. Les inégalités s'étendent. Les désordres sociaux en sont le risque, ce qui justifie de renforcer la main droite de l'État.

Pour préparer les services publics à la privatisation, ils sont peu à peu gérés comme des entreprises privées. C'est l'objectif de la RGPP, la Réforme Générale des Politiques Publiques. Mais ce processus est déjà ancien, on l'a vu chez Renault, à France-Télécom, maintenant à La Poste, l'Assedic et l'ANPE, les universités. Pour l'école, la mise en place des EPEP, Établissements Publics des Écoles Primaires, procède de ce même but, gérer les écoles comme des entreprises. L'autonomie financière, le choix des enseignements et le recrutement des personnels cassent le caractère national de l'éducation. Les écoles, publiques ou privées, seront en concurrence avec les officines de soutien scolaire, l'entraînement aux examens, aux techniques de recherche d'emplois pour une meilleure « employabilité ». On perd ainsi de vue la formation de citoyens responsables, avec



l'épanouissement intellectuel et physique qui devrait être l'objectif premier de toute éducation humaniste.

Base-élèves est un outil de cette réforme : la gestion pour la main gauche, le fichage pour la main droite. Mais, nous dit-on, SCONET existe bien dans le secondaire et personne ne s'en plaint ! Effectivement, lorsque SCONET a remplacé GEP, cet ancien logiciel sous DOS, l'amélioration technique a fait oublier que le fichier local des élèves devenait centralisé dans les rectorats, alors que l'identifiant national existait déjà.

D'autre part, l'objectif de chaque lycée ou collège est de soigner l'image de son établissement, d'attirer les meilleurs élèves, de plaire aux familles, de les rassurer. Nous sommes là dans une logique de concurrence, même dans le public. Ces méthodes de gestion du secondaire sont appliquées au primaire avec Base-élèves et les EPEP. Les projets pédagogiques sont bénéfiques, mais l'apparence ne doit pas l'emporter sur le contenu. L'objectif d'un enseignement de qualité pour tous est nécessaire au lien social, la compétition est source de fracture. « L'égalité des chances » est une course d'obstacles dont les perdants sont rendus responsables de leurs échecs. Ils sont éliminés. Base-élèves participe aux réformes structurelles de l'économie dans une logique qui nous a conduits à la crise. Combattre Base-élèves est un acte de résistance.

« Résister c'est créer » (Lucie Aubrac)

Jean-Louis Siccardi

Base élèves Késako ? :

Il est demandé aux directeurs d'écoles de produire un fichier avec les données personnelles des élèves. Le dossier scolaire est produit dans l'école et suit l'élève, alors que le fichier base élèves est un fichier national.

La crise et l'Europe : de Charybde en Scylla

L'Europe, c'est notre quotidien : 80% de nos lois sont la transposition en droit français des directives européennes ; c'est donc bien une question nationale. Or, en tant que « machine à fabriquer du droit spécifique », surtout à partir de l'Acte unique de 1986 instituant un marché unifié des capitaux, des biens et des services, l'Union Européenne a renforcé le droit de la concurrence, supérieur aux droits des nations, prédominant sur tous les autres textes des traités européens. Les quatre arrêts de la Cour européenne de justice de 2007 et 2008 illustrent parfaitement la domination du droit du commerce européen sur les droits nationaux des salariés.

La primauté du droit de la concurrence s'est accentué en 2004 avec l'entrée dans l'UE de nouveaux états : cet élargissement, « à priori » positif, s'est fait sans que l'UE mette au point une forte politique d'aide à ces nouveaux membres, au développement plus faible que celui des états membres plus anciens. Comment réussir une véritable

intégration avec un budget européen limité volontairement à 1% de la richesse produite dans cette union européenne et dont 40% est déjà consacré à la Politique Agricole Commune (PAC) ? Avec cet élargissement, l'UE a fait le choix de transformer l'Europe en une zone de libre-échange propice à de multiples délocalisations en son sein.

Au Royaume-Uni, le système économique s'est construit sur le surendettement des ménages en particulier en matière immobilière et le développement d'une sphère financière. En Espagne sur une spéculation effrénée du secteur immobilier. L'Allemagne a joué contre ses partenaires par une politique, amorcée par Schröder, de baisse des salaires et des protections sociales entraînant, par contre coup, un fort développement de ses exportations en Europe... Quant aux pays de l'Europe centrale et orientale (PECO), leur développement, s'appuyant sur le dumping social est tourné vers les exportations. Il repose sur l'endettement des ménages et dépend des capitaux et monnaies étrangères.

Alors que l'UE est une zone économique et monétaire, les politiques mises en œuvre, de nature monétariste et anti-inflationniste, n'ont pas servi à une convergence des économies mais vers un éclatement de la trajectoire des différents pays membres.

La crise arrive, que se passe-t-il ?

Des dogmes volent en éclats :

La Banque Centrale Européenne (BCE), indépendante des états et qui ne peut leur prêter, se met à discuter avec eux, et prête à certains (Hongrie) ;

Une Commission, s'appuyant sur les traités, qui interdit des aides aux entreprises, et limite les déficits publics, admet maintenant les aides généreuses des états aux banques et aux entreprises, en laissant aussi les déficits publics exploser. Les traités européens montrent bien leur inadéquation à résoudre la nouvelle situation et pourtant, l'UE persiste à vouloir faire ratifier le traité de Lisbonne, porteur de ces dogmes.

La concurrence joue à plein entre les états : chaque pays joue « perso » et empêche toute politique économique coordonnée. De plus la crise aggrave cette situation.

« Chacun gère sa m... » (Angela Merkel)

Le dogme de la « primauté de lutte contre l'inflation » a conduit la BCE à des décisions absurdes : elle augmente ses taux d'intérêt alors que la crise se déclenche (mi 2008) et ne prend la décision d'une baisse forte que les mois suivants, ce qui, suite à la baisse du taux d'inflation, aggrave les conditions du crédit. Un comble : en mars 2009, son

président, J.C.Trichet, va jusqu'à enjoindre les états de baisser les salaires !!!

Qui va financer les déficits budgétaires ?

La population, en particulier la moins favorisée à travers la TVA, impôt injuste, c'est encore elle qui va supporter les baisses de financement de services publics ; les rentiers eux (organismes financiers, banques), vont profiter des besoins financiers des états.

Laisser le financement du déficit de l'État aux marchés financiers est une aberration. De plus les taux d'emprunts en euros sont différents en fonction de la situation économique du pays (de 3% pour l'Allemagne à 5,5% pour la Grèce). Ce financement devrait être assuré par la BCE.

Les PECO paient le prix fort de la crise : leur modèle économique est tourné vers les exportations qui se dégradent ; il est financé par des capitaux étrangers qui se sont retirés avec la crise ce qui fragilise grandement leur monnaie.

L'UE montre donc son incapacité à endiguer une crise qui provient du modèle néolibéral qu'elle a elle-même promu. Cette fuite en avant doit être stoppée. Au-delà du vote du 7 juin, nous devons avoir des mobilisations suffisamment fortes et pérennes pour peser sur les décisions.

Bernard Labouré, Georges Veyet

(D'après l'intervention de Pierre Khalfa, membre du conseil scientifique d'Attac le 13 mai à Grenoble)

Gwadeloupeyen ! doubout kont powfitasyon ! kimafoutiesa !

Lundi 4 mai 2009 à la MDA de Grenoble, le délégué du Lyannaj Kont Pwofitasyon (LKP) Eddy Damas nous a fait l'honneur de venir témoigner des luttes menées ces derniers mois en Guadeloupe.

Pour lui, et contrairement à ce que les grands médias laissent entendre, le mouvement social d'ampleur, révélé au monde au tournant 2008-2009, n'a rien d'un « événement historique » soudain. La Guadeloupe (410 000 hab., à 8h d'avion de l'Hexagone) est une terre de luttes depuis Christophe Colomb. A partir de la Révolution, de grandes dates émaillent l'histoire agitée de ce territoire qu'il s'agit aujourd'hui pour le peuple de se réapproprier : révolte de 1802 contre le rétablissement de l'esclavage, le 14 février 1952, mai 1967 où 200 Guadeloupéens ont été assassinés. Le LKP est l'héritier du mouvement des nègres marrons qui refusaient déjà la société de profitation et la négation de l'humain. Ces 44 jours de grève portés par toute une population avec des manifestations quotidiennes monstres pendant plus d'un mois, y compris à Noël et le jour de l'an, ne sont pas le fruit du hasard.

Avant même la proclamation des résultats des élections prud'homales du 3 décembre 2008, l'Union Générale des Travailleurs de Guadeloupe (UGTG), syndicat indépendantiste affilié à aucune grande centrale syndicale de France invite ses homologues à une large réunion syndicale. Même si les résultats positionnent ce syndicat loin devant les autres (UGTG : 52%, CGT-G 19%, les suivants à 12% ...), il a su « mettre dans sa poche » dès le début du mouvement sa revendication indépendantiste pour donner une chance à cet extraordinaire rassemblement d'associations culturelles, sociales, syndicales et politiques d'atteindre la puissance d'un large mouvement populaire

unificateur et libérateur. Cette exigence d'avancer ensemble est la marque du LKP.

La première manifestation du 15 décembre a vu 15 000 à 20 000 personnes descendre dans les rues de Pointe-à-Pitre. Le sous-préfet puis le préfet de région ont refusé de recevoir la délégation entière. Ce rejet a été ressenti comme un véritable affront tant il était inconcevable pour le LKP qu'il n'y ait pas à la table des négociations au moins un délégué représentatif de chacune des 30 organisations le composant. C'est d'ailleurs ce qui a fait sa force. Lors des trois journées de négociations du 24 au 26 janvier 2009, le LKP a ainsi pu montrer qu'il connaissait les dossiers. En effet, chaque délégué était expert en son domaine et le LKP bénéficiait de toutes ces compétences rassemblées. On ne peut pas en dire autant du pouvoir blanc (État, Medef, Région, Département) qui faisait face à cette bande « d'agités ». Ils n'avaient réponse à aucune des questions posées, et voyaient dévoiler irrésistiblement au grand jour les rouages des magouilles autour de l'essence notamment (les droits de dépôt des importateurs n'étaient pas payés).

En refusant les négociations séparées et en exigeant la présence simultanée des représentants de l'État, des collectivités territoriales ou des patrons, le LKP a évité l'écueil de se voir répondre « ce point n'est pas de notre compétence ». La plateforme de revendication qui leur a été présentée comprenait 126 points élaborés en amont et reprenant les aspirations de tout un peuple. Il était question de formation, de culture, de relations avec les syndicats. Et pour la première fois depuis longtemps, de la jeunesse de Guadeloupe, jusque-là laissée à l'abandon. Par sa maturité et sa clairvoyance, le LKP a permis de calmer rapidement les premières émeutes de jeunes, d'éviter les

Intervention LKP (suite)

échauffourées qui auraient légitimé les violences des escadrons de MAM (on défile « gentiment »). Il s'est mis à parler de la situation de déliquescence de la jeunesse de Guadeloupe et surtout leur a donné la parole. La jeunesse aussi a cru dans le LKP et a repris confiance et espoir.

Et puis dans la nuit du 17 février, c'est le lâche assassinat de Jacques Bino, directeur d'une association culturelle, syndiqué à la CGT-G et chargé en tant que contrôleur des impôts de gros dossiers de malversations fiscales. Face à cette situation le doute survient : que faut-il faire ? La solution, c'est le peuple (à l'écoute duquel il est toujours resté) qui l'a lui a donnée. Il en demandait plus, voulait y aller. C'est ainsi qu'un premier accord sur les salaires (+ 200 euros) a été signé concernant près de 20 000 salariés. Puis, après un mois de négociations entreprise par entreprise, c'est aujourd'hui 85 000 salariés du privé qui bénéficient de l'accord Bino, assorti

d'une demande d'extension aux salariés de l'État. Le LKP n'en reste pas là et mène le Medef devant la justice parce que la signature d'un accord salarial ne fait pas partie des statuts de l'organe patronal. Le Préambule de cet accord a fait couler beaucoup d'encre. Il décrit en effet fidèlement le fonctionnement pyramidal de la société guadeloupéenne, encore sous rente coloniale malgré l'obtention de son statut de département français en 1946. En haut de la pyramide sont installés les Blancs et les Blancs-Pays; en bas, les Guadeloupéens d'origine africaine et asiatique. En plus, l'État se déjuge en légalisant la discrimination salariale par la suppression de la clause de convertibilité lors de l'extension de l'accord à de nouvelles entreprises.

Des solidarités à promouvoir et à faire vivre, au-delà des limites des quartiers et des pays.

Ingrid Siccardi

Brèves,brèves,brèves

AlterVillage 2009

La seconde édition de l'AlterVillage d'Attac se tiendra à Rennes, au village artistique de l'Elaboratoire, du mardi 11 au lundi 17 août.

Le succès de la première édition qui s'est déroulée l'an dernier à Terre Blanche à côté de Toulouse la semaine précédente l'Université citoyenne d'Attac nous amène à reconduire et approfondir l'initiative, sur les mêmes bases de l'autogestion collective.

Comme l'an dernier, l'AlterVillage sera l'occasion de permettre la diffusion de savoir-faire militants et d'échanger sur des pratiques militantes (interpellation des éluEs, occupation de lieux, théâtre-forum, etc.). L'AlterVillage laissera toutefois cette année une plus grande place à des sessions de « mise en pratique » où les participants pourront découvrir et s'entraîner à diverses pratiques militantes (désobéissance, animations de rue, etc.).

AlterTour 2009

Nouvelle édition 2009, l'AlterTour est un tour de France familial à vélo - garanti sans dopage - qui vise à promouvoir des modes de production, de consommation et d'organisation sociale qui soient écologiques et solidaires.

Du 4 juillet au 9 août, l'AlterTour partira de Besançon, pour rejoindre, 2000 km plus à l'ouest, le nord de Nantes. Empruntant des voies vertes et des routes de campagne, il se déroulera en une trentaine d'étapes. Chaque jour, les cyclistes et le public local seront accueillis par d'autres participants (les « accueillants »). Des conférences, concerts, spectacles, rencontres avec des médias et élus locaux sont également programmés.

À but non lucratif, cette initiative s'adresse à toutes les personnes, petites et grandes, capables de se déplacer à vélo sur la distance d'un relais (15 km), mais aussi à toutes celles et tous ceux qui voudront les rejoindre aux arrivées des différentes étapes.

Manifestation à visée pédagogique, l'AlterTour est parrainé par plusieurs personnalités et a pour partenaires plus de vingt organisations dont Attac.

Thèmes : Solidarité, Écologie, Économie, Agriculture, Énergie, Transport

Université citoyenne d'Attac France 2009

La crise financière et ses conséquences sociales, notamment en termes d'emploi, montrent l'impasse et les dangers de la finance dérégulée et du néolibéralisme. Alors que nos dirigeants, le G20 en tête, parlent de refonder le système, la période actuelle fournit une opportunité de proposer de véritables alternatives. Bâter une société plus juste, plus démocratique, plus solidaire et plus respectueuse de l'environnement.

Dans un tel projet, que faire du capitalisme ? C'est la question centrale qu'Attac vous invite à débattre lors de sa dixième université d'été qui se tiendra au Palais des congrès d'Arles du 21 au 25 août.

Le programme est en cours d'élaboration et sera disponible très prochainement.

INFOS pratiques



Boîte vocale

04 76 47 32 81

Dates : réunions publiques, groupes de travail, groupes locaux, conférences, autres rendez-vous.

Permanence tél.

04 76 47 32 81

Chaque mercredi, de 15 h à 18 h

Permanences

Lieux d'accueil, d'information et d'échanges

Grenoble

Tous les mercredis, de 15 h à 18 h à la Maison des Associations.

Grésivaudan

info-attacgresivaudan@googlegroups.com

Saint Marcellin

attac.stmarcellin@laposte.net
04 76 64 00 48

Attac campus

attacampus38@gmail.com

Attac Nord-Isère

nord-isere@attac.org
04 74 97 60 59

Site web

www.local.attac.org/attac38

Adresse électronique

attac38@attac.org

Adresse postale

Attac-Isère
Maison des associations
6, rue Berthe de Boissieux
38000 Grenoble



« Chomsky et les médias »
à Antigone

Judi 11 juin 2009

à 19 h 30

Soirée co-organisée par Attac
ciné et Antigone.

Association Antigone
22, rue des Violettes,
38100 Grenoble
Tram C, arrêts « Vallier-
Catane » ou « Dr Calmette »